

Projet de convention



**Convention de Délégation de Service Public
portant sur des opérations de mises en fourrière de véhicules terrestres sur le
territoire de la commune de Castelnau-de-Médoc**

Entre les soussignés :

Monsieur Eric ARRIGONI, Maire de la Commune de Castelnau-de-Médoc ci-après dénommé « le
MAIRE ou l'autorité de fourrière » d'une part,

Et

La société :
ayant son siège à :
et ses installations agréées à :

ci-après dénommé « l'entreprise délégataire ou le gardien de fourrière »,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'exécution du service public des
fourrières.

Article 2 - Secteur d'activité

La présente convention est accordée pour la totalité du territoire de la commune de
Castelnau-de-Médoc. L'autorité de fourrière s'engage à ce que les services, placés sous son autorité,
chargés de prescrire les mises en fourrière fassent prioritairement appel au signataire de la présente
convention pour procéder à la mise en fourrière des véhicules sur l'ensemble de la commune.

Article 3 - Portée de l'engagement

Le MAIRE confie à l'entreprise délégataire, qui accepte, l'exécution matérielle du service de fourrière aux fins d'assurer la mise en fourrière des véhicules sur l'ensemble du réseau routier de la Commune de Castelnau-de-Médoc pour les secteurs où le maire est autorisé de fourrière au sens de l'article R 325-21 du Code de la Route à l'exclusion des voies concédées où s'appliquent des agréments spécifiques.

Le réseau routier où le maire est autorisé de fourrière au sens de l'article R 325-21 du Code de la Route peut évoluer dans le temps en fonction de décisions de collectivités locales devenant autorité de fourrière au sens de l'article R 325-20 du Code de la Route ou ne renouvelant pas leur qualité d'autorité de fourrière.

Article 4 - Modification de la situation de l'entreprise

L'entreprise délégataire doit prévenir, sans délai, le Maire de toutes modifications ayant une incidence sur les critères techniques de l'agrément.

L'entreprise délégataire doit également informer, sans délai, le Maire de toute modification de sa situation commerciale ou juridique.

Titre 1 – Modalités d'exécution de la prestation

Article 5 - Conditions d'exercice de l'activité

L'entreprise délégataire s'engage à assurer le bon fonctionnement et la continuité du service public.

Le parc de la fourrière doit être accessible aux usagers sur une large plage horaire pour leur permettre de récupérer leur véhicule dans les meilleurs délais :

Horaires d'ouverture : de X à X, (mentionnés dans l'offre par les candidats)

Ces horaires pourront le cas échéant, être élargis lors d'événements particuliers nécessitant des enlèvements de véhicules (manifestations revendicatives, festives ou sportives notamment).

Article 6 - Interdictions

L'entreprise délégataire s'engage à ne pas exercer d'activité de destruction ou de retraitement de véhicules hors d'usage (VHU), conformément à l'article R 325-24 du Code de la Route.

Elle s'engage également à ce qu'aucune pièce ne soit prélevée sur les véhicules confiés à sa garde, y compris lorsque ceux-ci sont destinés à la destruction. Les véhicules sont placés sous la garde juridique du gardien de fourrière, sauf au cours de la sortie provisoire prévue à l'article R 325-36 du Code de la Route.

L'entreprise délégataire assume l'entière responsabilité pour les dégâts occasionnés aux véhicules lors d'opération d'enlèvement, de transport, de déchargement, ou de gardiennage. À cette fin elle est tenue de souscrire une assurance pour la couverture des risques liés à son activité et à celle des tiers dont elle a la responsabilité.

Article 7 - Conditions générales relatives à la procédure applicable aux véhicules mis en fourrière

Les véhicules doivent être gardés dans un local ou un terrain clos, faisant au minimum 500 m², placé sous surveillance humaine et/ou électronique, de jour comme de nuit, respectant les dispositions légales et réglementaires relatives à la protection de l'environnement.

Article 8 - Modalités d'exécution de la prestation

Le délégataire s'engage à enlever sur la totalité du territoire de la Commune de Castelnau de Médoc, de jour comme de nuit, la semaine, les dimanches et jours fériés, à la demande de l'autorité municipale, les véhicules que celle-ci aura signalés, quel que soit leur état et quel que soit le lieu où ils se trouvent :

- Voies ouvertes à la circulation publique et dépendances où s'applique le Code de la Route.
- Lieux publics ou privés où ne s'applique pas le Code de la Route et à la demande du maître des lieux.

Un état contradictoire de l'état du véhicule sera établi sur place par l'administration et l'entreprise.

Lorsque le délégataire sera convoqué par la Gendarmerie Nationale, le Maire ou le responsable de la Police Municipale pour le déplacement d'un véhicule en stationnement régulier mais gênant (notamment pour une intervention des services de secours, d'incendie, de sécurité), sans mise en fourrière, son intervention ne donnera lieu à aucun versement de redevance de la part de la Ville de Castelnau de Médoc.

Tout véhicule pour lequel l'enlèvement est effectué, fera l'objet d'une mise en fourrière sur le site de la fourrière.

En matière d'enlèvement de véhicules poids lourds, le délégataire s'engage à faire son affaire de l'opération d'enlèvement en faisant appel éventuellement à une entreprise disposant du matériel nécessaire à cet enlèvement.

Article 9 - Délais d'intervention

Selon la nature de la prestation, les délais d'intervention sont les suivants :

- L'enlèvement des véhicules en stationnement gênant ou irrégulier devra se faire à la première demande des autorités compétentes et dans le **délai maximum d'une demi-heure** à compter de la demande de l'enlèvement et en tout état de cause dans le délai fixé par les autorités de police agissant dans le cadre du 1^{er} alinéa ci-dessus.
- L'enlèvement des épaves et des véhicules abandonnés devra se faire dans un délai maximum de **4 jours** à compter de la demande d'enlèvement et dans le respect des directives des autorités.

- L'enlèvement des véhicules pour lesquels les propriétaires auront signé une déclaration écrite d'abandon de véhicules devra se faire dans le **délai maximum de 48 heures** à compter de la demande d'enlèvement.
- Pour les contraventions pour stationnement abusif, le délai est de 48 heures, (sachant qu'en tout état de cause ce délai devra permettre de procéder à l'enlèvement aux heures d'ouverture de la fourrière).
- En cas d'événements particuliers qui lui sont signalés par les forces de l'ordre (manifestations revendicatives, festives ou sportives notamment), le gardien de fourrière est tenu de procéder sans délai à l'enlèvement des véhicules ayant fait l'objet d'une prescription de mise en fourrière.

Titre 2 – Procédure de gestion des véhicules mis en fourrière

Article 10 : Restitution des véhicules

Dans le délai de 3 jours suivant la mise en fourrière, un véhicule peut être récupéré à tout moment par son propriétaire (ou titulaire du certificat d'immatriculation) ou une personne mandatée par celui-ci. Le gardien de fourrière restitue à cette personne le véhicule sur présentation d'une décision de main levée émanant de l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière, aux termes de l'article R 325-38 du Code de la Route et à condition qu'elle s'acquitte des frais de fourrières.

Article 11 : Catégories de classement des véhicules (article R 325-30 du Code de la Route)

L'autorité de fourrière classe, au vu du rapport d'expertise, le véhicule dans l'une des 3 catégories prévues par l'article R 325-30 du Code de la Route :

Catégorie 1 : véhicule pouvant être restitué en l'état à son propriétaire ou son conducteur.

Catégorie 2 : véhicule ne pouvant être restitué à son propriétaire ou son conducteur qu'après l'exécution des travaux reconnus indispensables, ou après avoir satisfait aux obligations de contrôle technique.

Catégorie 3 : véhicule hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité et dont la valeur marchande est inférieure à 765 euros.

Article 12 : En cas de désaccord dans la catégorie de classement des véhicules

« **Article R 325-35** » : En cas de désaccord sur l'état du véhicule ou sur la décision de classement visée à l'article R 325-30, le propriétaire a la faculté de faire procéder à une contre-expertise.

Dans le cas où la contre-expertise confirme l'expertise initiale, les frais d'expertise et de contre-expertise sont à la charge du propriétaire. Dans le cas contraire, ces frais incombent à l'autorité dont relève la fourrière ».

Article 13 : Notification de mise en fourrière aux titulaires des véhicules

L'autorité qui a prescrit la mise en fourrière procède ensuite à sa notification au titulaire du certificat d'immatriculation dans les conditions définies aux articles R 325-31 et R 325-32 du Code de la Route. Cette notification doit être réalisée dans un délai maximal de 5 jours ouvrables après la mise en fourrière.

Pour chaque véhicule, cette autorité informe le gardien de fourrière de la date à laquelle la notification de la mesure est intervenue.

Article 14 : Conditions de récupération des véhicules

Dans les délais légaux de 10 ou 30 jours selon la catégorie dans laquelle est classé le véhicule, le propriétaire peut :

- Récupérer son véhicule sur présentation d'une autorisation définitive de sortie délivrée par l'autorité qualifiée pour prononcer la main levée dans les cas prévus à l'article R 325-38 du Code de la Route et à condition de s'acquitter des frais de fourrière~~s~~.
- Faire procéder aux réparations de son véhicule, à un contrôle technique ou à une contre-expertise lorsque son véhicule est classé en catégorie 2 ou 3. L'autorité de fourrière est tenue de délivrer au propriétaire une autorisation provisoire de sortie du véhicule, conformément aux articles R 325-36 et R 325-37 du Code de la Route.

Article 15 : Constats d'abandon des véhicules

L'autorité de fourrière constate l'abandon du véhicule à l'expiration d'un délai de 10 jours pour les véhicules classés en catégorie 3 et de 30 jours pour ceux classés en catégorie 1 ou 2, conformément à l'article L 325-7 du Code de la Route.

Ce délai commence à courir un jour franc après la date de notification de mise en fourrière, aux termes de l'article R 325-32 du Code de la Route ou à compter du jour où l'impossibilité d'identifier le propriétaire a été constatée (article L 325-7 du Code de la Route). La notification intervient le jour de remise du pli recommandé à son destinataire. Lorsque celui-ci n'a pas retiré le pli recommandé, la notification de mise en fourrière est réputée être intervenue à la date de l'avis de passage des services postaux.

Elle décide également de la mise en destruction ou de la vente du véhicule par France Domaines, aux termes de l'article R 325-43 du Code de la Route.

Article 16 : Mainlevée de mise en fourrière

L'autorité qui a prescrit la mise en fourrière prend, à la demande de l'autorité de fourrière, une décision de main levée, en application de l'article R 325-42 du Code de la Route.

La sortie définitive du véhicule pour destruction ne peut être réalisée qu'après établissement par l'autorité de fourrière d'un bon d'enlèvement.

Article 17 : Gestion par le gardien de fourrière des véhicules enlevés

Le gardien de fourrière participe à la bonne gestion des véhicules placés en fourrière.

À ce titre, il est tenu :

- de transmettre sans délai le rapport d'expertise à l'autorité de fourrière chargée de procéder au classement du véhicule, en application de l'article R 325-30 du Code de la Route, ainsi qu'à l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière ;
- d'appliquer toute décision de main levée délivrée par l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière ;
- d'organiser la prise en charge des véhicules abandonnés, classés en catégorie 1 ou 2, par France Domaines ;
- d'organiser la prise en charge des véhicules classés en catégorie 3 et donc destinés à la destruction, par un centre VHU (Véhicules Hors d'Usage).

Il s'engage également à signaler à l'autorité de fourrière, ainsi qu'à l'autorité prescriptrice de la mesure de mise en fourrière, tout retard dans la procédure de gestion de son parc de véhicules.

Obligations de l'autorité de fourrière

Article 18 : Engagement de l'autorité de fourrière vis-à-vis du délégataire

L'autorité de fourrière s'engage à ce que les services, placés sous son autorité, chargés de prescrire les mises en fourrière fassent prioritairement appel au signataire de la présente convention pour procéder à la mise en fourrière des véhicules dans le périmètre tel que défini à l'article 3 de la présente convention.

Article 19 : Obligations du délégataire

Sous réserve du respect des obligations définies dans la présente convention, l'autorité de fourrière s'engage à :

- classer les véhicules en catégorie 1, 2 ou 3, en fonction du rapport d'expertise qui lui est transmis dans les délais réglementaires en application des articles R 325-30 et R 325-32 du Code de la Route ;
- constater l'abandon des véhicules à l'expiration du délai légal de 10 ou 30 jours, à compter du lendemain de la date de notification de mise en fourrière opérée par l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière ou à compter du jour où l'impossibilité d'identifier le propriétaire a été constatée ;
- décider de la destruction du véhicule ou de sa remise à France Domaines en vue de son aliénation ;

- demander à l'autorité chargée de la prescription de la mise en fourrière de délivrer les décisions de main levée ;
- établir et délivrer le bon d'enlèvement pour destruction du véhicule.

La décision de destruction du véhicule ou de sa remise à France Domaines, la demande de mainlevée, et la délivrance du bon d'enlèvement doivent intervenir dès l'expiration des délais légaux susmentionnés.

Article 20 : Indemnisation du délégataire

Le gardien de fourrière est indemnisé, dans les conditions définies pour les frais d'enlèvement, d'expertise et de garde journalière des véhicules abandonnés.

Les opérations d'évacuation des véhicules abandonnés vers les centres habilités à traiter des véhicules hors d'usage (VHU) ne donnent pas lieu à indemnisation.

Titre 3 – Conditions financières

Article 21 - Rémunération de l'entreprise délégataire

L'entreprise délégataire réalise et finance les investissements, assure l'exploitation du service public délégué à ses risques et périls et se rémunère directement auprès des propriétaires des véhicules.

Le gardien de fourrière applique aux usagers des tarifs compatibles avec les maxima tels que définis par l'arrêté ministériel en vigueur, fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles. Ces tarifs s'entendent toutes taxes comprises (TTC).

Article 22 - Véhicules concernés par l'indemnisation de l'entreprise délégataire

Ne peuvent pas faire l'objet d'une prise en charge financière par l'autorité de fourrière :

- les véhicules mis en fourrière sur décision du Procureur de la République, au titre de l'article L 325-1-1 du Code la Route, qui sont à la charge du ministère de la justice au titre des frais de justice, tout comme les scellés judiciaires dans le cadre d'une procédure judiciaire ;
- les véhicules enlevés sur les voies privées non ouvertes à la circulation publique, qui sont à la charge du maître des lieux ;
- les véhicules abandonnés chez les professionnels de l'automobile, qui peuvent relever soit de la procédure relative aux véhicules abandonnés sur des voies privées non ouvertes à la circulation publique, soit du second alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains biens abandonnés ;
- les véhicules non soumis à immatriculation, à l'exception des cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception et dont la vitesse peut excéder par construction 25km/h.

Article 23- Montant de l'indemnisation de l'entreprise délégataire

Les véhicules abandonnés en fourrière, et pris en charge par l'autorité de fourrière en application de l'article R 325-29 (VI) du Code de la Route, sont indemnisés au titre des frais d'enlèvement, d'expertise et de garde journalière, dans la limite des plafonds tarifaires définis par l'arrêté ministériel en vigueur fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles. Le nombre de jours de garde indemnisés est plafonné à 10 jours.

Titre 4 –Dispositions diverses

Article 24- Responsabilités de l'entreprise délégataire

L'entreprise délégataire est responsable pendant toute la durée du contrat du bon fonctionnement du service dans le cadre des dispositions du présent contrat.

Elle fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation.

L'entreprise délégataire sera seule responsable vis à-vis des tiers, de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront ces différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

Article 25- Durée de la convention

La présente convention est conclue, à compter de la notification de celle-ci au titulaire, pour une durée de **3 ans**.

La présente convention entre en application à compter de sa signature.

La suspension de l'agrément fourrière de l'entreprise délégataire suspend pour la même durée l'application de la présente convention, sans pour autant proroger la durée de la présente convention, ni faire l'objet d'une indemnisation.

Article 26 - Résiliation de la convention

La résiliation de la délégation de service public pourra être faite par l'autorité de fourrière en cas de manquement du gardien de fourrière à ses obligations contractuelles. Cette résiliation sera prononcée après mise en demeure de l'entrepris délégataire de se conformer à ses obligations dans un délai d'un mois à compter de cette mise en demeure.

La convention est résiliée de plein droit, sans indemnités et avec effet immédiat, en cas de non renouvellement ou de retrait de l'agrément fourrière de l'entreprise délégataire.

La convention peut être dénoncée par chacune des parties, par lettre recommandée avec le respect d'un préavis de trois mois minimum.

En cas de résiliation, de dénonciation ou de non renouvellement de la présente convention, l'entreprise délégataire est tenue de mener jusqu'à son terme l'exercice de sa mission pour tout véhicule en instance sur son parc avant la fin de celle-ci.

Article 27 : Droit de contrôle

Le gardien de la fourrière, délégataire, devra tenir à jour un tableau de bord des activités de la fourrière et le conserver dans les locaux de la fourrière pendant une période de 5 ans. Le tableau enregistre journalièrement le mouvement des entrées et des sorties de véhicules mis en fourrière, ainsi que les renseignements suivants :

a) Prescription de mise en fourrière :

- Auteur et date de la décision de mise en fourrière.
- Numéro d'immatriculation, genre et marque du véhicule.
- Nom, adresse, et le cas échéant, numéro de téléphone du propriétaire.
- Mention du retrait ou pas, de la carte grise ; en cas de retrait, indication de son détenteur.
- Nom, siège social et numéro de téléphone de la compagnie assurant le véhicule.
- Noms et adresses du ou des éventuels créanciers-gagistes.

b) Enlèvement du véhicule :

- Moment de la demande d'enlèvement.
- Lieu de l'enlèvement.
- Moment de l'enlèvement.
- Motif de la non-exécution, le cas échéant.

c) Classement du véhicule :

- Décision de classement prise.
- Auteur et date de la décision de classement.

d) Notification de la mise en fourrière :

- Auteur (autorité ayant prescrit la mise en fourrière, ou autorité dont relève la fourrière).
- Date d'envoi de la notification.
- Destinataires : propriétaire, créanciers-gagistes, assureur subrogé.
- Date de réponse.
- Date limite de retrait du véhicule.
- En cas d'impossibilité de notifier :
 - motif de cette impossibilité,
 - date de constatation de l'impossibilité de notifier,
 - date limite de présomption d'abandon du véhicule mis en fourrière,
 - suites données.

e) Expertise :

- Nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie de l'expert.
- Date de l'expertise.
- Avis de l'expert.
- Valeur marchande estimée du véhicule.
- Date de communication de l'avis de l'expert à l'autorité dont relève la fourrière.
- Classement décidé par l'autorité dont relève la fourrière.

f) Contre-expertise :

- Mention et date de recours à une contre-expertise par le propriétaire du véhicule.
- Nom, adresse de l'expert choisi par le propriétaire.
- Date de la contre-expertise.
- Résultat de la contre-expertise.
- Date de la communication des résultats de la contre-expertise à l'autorité dont relève la fourrière,
- Décision de classement prise par l'autorité dont relève la fourrière.
- Suites.

g) Certificat d'immatriculation :

- Mention du retrait.
- Détenteur.

h) Sortie provisoire de fourrière du véhicule :

- Date de la demande d'autorisation de sortie provisoire du véhicule.
- Date de transmission de cette demande à l'autorité dont relève la fourrière.
- Date de l'autorisation de sortie provisoire de fourrière.
- Nature des réparations.
- Itinéraire imposé.
- Conditions de sécurité prescrites.
- Nom, adresse, numéro de téléphone du réparateur choisi par le propriétaire du véhicule.
- Date de production de la facture justifiant de l'exécution des travaux de réparation prescrits.

i) Mainlevée de la mise en fourrière :

- Date de la demande de mainlevée.
- Autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée de la mise en fourrière : nom, qualité, service, adresse administrative, numéros de téléphone et de télécopie.
- Date de la décision de mainlevée et de l'autorisation de sortie définitive de fourrière.

j) Restitution du véhicule à son propriétaire :

- Date de la demande de restitution.
- Auteur de la demande : propriétaire, autre.
- Mention des documents présentés.
- Décision de mainlevée.
- Facture justifiant de l'exécution des travaux de réparation prescrits, récépissé délivré par un centre de contrôle technique agréé.
- Mention de la remise de l'autorisation de sortie définitive de fourrière.
- Date de la reprise du véhicule.
- Date du compte-rendu de restitution adressé au Préfet.

k) Abandon du véhicule :

- Date de la proposition de constat d'abandon adressé par le délégataire de fourrière à l'autorité dont relève cette fourrière.
- Date du constat d'abandon établi par l'autorité dont relève la fourrière.

l) Remise du véhicule au service des Domaines pour aliénation :

- Date de la proposition, par le délégataire de la fourrière de l'autorité dont relève cette fourrière, de remise du véhicule au service des Domaines pour aliénation.
- Date de la décision de remise au service des Domaines.
- Auteur de la décision.
- Date de saisine du service des Domaines.
- Date de notification de cette décision au délégataire de fourrière.
- Date de notification aux créanciers-gagistes.
- Date de mise en vente.
- Date de remise effective du véhicule au service des Domaines et date d'établissement du procès-verbal contradictoire.
- Mention de la décharge donnée par le service des Domaines au délégataire de fourrière.
- Lieu d'exposition du véhicule à la vente.
- Mention : de la vente, de l'absence de vente (et motif).
- Date de remise au délégataire de fourrière du bon d'enlèvement domanial.
- Date de transmission de ce bon d'enlèvement par le délégataire de fourrière à l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée de la mise en fourrière.
- Auteur et date de la décision de mainlevée.
- Date de retrait effectif du véhicule.
- Nom et adresse de l'acquéreur.
- Proposition de destruction du véhicule non vendu : date, auteur destinataire.

m) Remise du véhicule mis en fourrière à une entreprise de démolition pour destruction :

- Décision de remise : date, auteur, entreprise de démolition choisie :
 - nom ou raison sociale,
 - numéro de téléphone,
 - adresse ou siège social,
 - date de la remise,
 - date d'envoi de la proposition de mainlevée de mise en fourrière,
 - décision de mainlevée : date, auteur.

Article 28 – Contentieux :

Toutes les contestations relatives à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention seront préalablement soumises au Maire dans le cadre d'une procédure gracieuse avant de faire, le cas échéant, l'objet d'un recours contentieux devant la justice administrative (Tribunal Administratif de Bordeaux).

Fait en deux exemplaires originaux à CASTELNAU-DE-MEDOC,
le.....

Le Délégataire,

LE MAIRE,

Eric ARRIGONI